

## CRITIQUE

# Croissance et crise Le Fordisme sur la sellette

1972, signature du Programme commun. La Bible. L'oecuménisme. Septembre 1977 : la rupture, injustifiable, préparant l'échec de mars 1978. Entre les deux, une crise économique. Quel rapport entre tout cela ? Quelles leçons en tirer pour sortir du cycle de l'échec ?

« Croissance et crise » que nos camarades André Granou, Yves Barou et Bernard Billaudot viennent de publier chez Maspéro (Petite collection Maspéro », 20 F), explicite et critique les théories économiques qui ont conduit la gauche à toujours être en retard d'une crise. Ce livre restitue dans l'histoire du capitalisme, ses phases de croissance et de crise, les différentes stratégies qui se sont succédées dans les deux grandes familles du mouvement ouvrier. La social-démocratie promettant de partager les fruits de la croissance et refusant d'analyser les crises.

La troisième internationale communiste jus-

**F**aute d'avoir lutté pour imposer ses solutions propres, le mouvement ouvrier a, dans toutes les périodes décisives, perdu l'initiative et laissé le capitalisme consolider son pouvoir. Ce fut le cas dans la période de crise de l'entre deux guerres : la foi <en> une croissance continue conduisant les « réformistes » à croire à une possible évolution graduelle vers le socialisme, fondée sur un programme de réformes sociales ; la certitude d'un effondrement économique imminent nourrissait chez les « révolutionnaires » l'attente d'une révolution qui s'imposerait d'elle-même au peuple : chacun croyait à sa façon que le développement du capitalisme rapprochait la société du socialisme ; personne ne percevait la nouveauté de la politique du « New Deal » de Roosevelt, non pas en tant que politique de relance, mais en tant que tentative institutionnelle pour encadrer la lutte des classes : organisation d'un syndicalisme corporatif, réglementation des salaires et des conditions de travail... Le même aveuglement ne se retrouve-t-il

tifiant par le catastrophisme économique son attentisme politique. La longue phase de croissance des années soixante réunira ces deux familles et leur fera asseoir une perspective stratégique commune sur la durabilité de la croissance, et cela, au moment même où la crise s'ouvre !

Réflexion sur un demi-siècle d'histoire du capitalisme, de débat et d'échec de la gauche, ce livre propose une conception d'ensemble de cette période : l'émergence, la maturité et la première crise d'un nouveau rapport salarial, « le fordisme ». Ce faisant il étaye les fondements de l'Utopie réaliste (1) et précise nos désaccords d'analyse avec la gauche traditionnelle. « T.S. » a demandé aux auteurs de s'expliquer sur ce qu'était le « fordisme », sur leurs divergences avec les autres courants de pensée du mouvement ouvrier, sur l'enjeu de la période actuelle.

pas aujourd'hui ? Pourtant, comment réagir de façon offensive à la crise sans saisir toute la portée de celle-ci ?

Dans l'après-guerre, un nouveau bond du capitalisme va s'opérer sur la base d'une transformation radicale de la manière de produire, de vivre et de penser. Le nouveau stade, que nous appelons « fordiste », est parfaitement résumé par les intuitions d'Henri Ford. Lorsqu'en 1913, ce dernier installe aux Etats-Unis la première chaîne de montage automobile, il décuple la productivité de la force de travail et accroît, dans des proportions considérables, la rentabilité du capital. C'est le premier aspect du fordisme : la transformation des conditions de travail, notamment la généralisation du travail posté, l'expropriation des savoirs ouvriers par la division du travail.

Mais il se serait très vite heurté à des limites insurmontables s'il n'avait pas pu simultanément créer les débouchés indispensables à une production de masse. Pour retenir ses ouvriers, Henri Ford double

les salaires (le fameux « cinq dollars par jours », five dollars day). Il y voit un moyen de résoudre le problème posé par la vente d'une production multipliée par dix en quelques années. Autrement dit, « les employés d'une industrie doivent être ses meilleurs clients ».

Beaucoup plus exploité et un peu mieux payé, l'ouvrier de Ford entre de plain-pied dans la consommation de masse. Le stade du fordisme, stade de la production et de la consommation de masse, est celui où s'étend à toute la société le règne de la marchandise.

C'est sur ces bases, sur les procédures et institutions qui vont leur donner corps — avènement de la monnaie bancaire nationale, organisation de négociations collectives stables... — que la forte croissance des années cinquante et soixante va se fonder. Mais, dès le milieu des années soixante, des contradictions vont apparaître, la croissance provenant de l'extension de ces conditions nouvelles. Or celle-ci s'essouffle. Des limites apparaissent ; un exemple significatif : les opportunités d'introduire le travail en équipe deviennent de plus en plus limitées.

Ces difficultés débouchent sur une phase de crise, dont le point de départ est la grande récession de 1974-1975. Elle est le point de retournement, le moment à partir duquel les contradictions ne peuvent plus être gérées comme avant. Cette phase de crise peut être qualifiée de crise interne au stade fordiste de développement du capitalisme. Pour deux raisons.

Elle correspond, d'une part, aux difficultés rencontrées par les bourgeoisies financières pour intensifier l'exploitation au cœur du capitalisme. La montée des luttes ouvrières et populaires traduit ces difficultés. Elle intervient, d'autre part, dans un contexte mondial qui laisse d'immenses possibilités d'extension du fordisme à d'autres zones (Tiers monde), si ce n'est au plan des méthodes de production, du moins en ce qui concerne les niveaux et modes de consommation des salariés. La crise est donc interne et non finale, même si ce second souffle n'est encore qu'hypothétique.

Face à ces bouleversements, la gauche s'est en général contentée de théoriser les apparences. Les gains considérables de productivité et la multiplication des nouveaux biens ont attiré l'attention sur le rôle de l'application systématique des sciences et des techniques de production. Et les théoriciens communistes de s'engouffrer dans cette brèche en disant que « la source de l'augmentation de la productivité du travail est le progrès technique et scientifique (2), sans comprendre que le progrès technique n'est pas neutre, que son développement est soumis aux choix qui s'opèrent en matière d'organisation et de division du travail. Henri Ford (3) d'ailleurs a raconté comment son expérience d'organisation du travail à la chaîne l'a conduit à mettre en place des systèmes de convoyeurs et de glissières pour acheminer les pièces : « Le succès de l'assemblage du châssis, écrit-il, nous entraîna à réviser graduellement toute notre méthode de fabrication et à faire tout l'assemblage par des convoyeurs mus mécaniquement » (et

inventés pour la circonstance). Dans les faits, cette théorie de la soi-disant « révolution scientifique et technique » a justifié bien des compromissions, bien des acceptations des normes capitalistes productivistes.

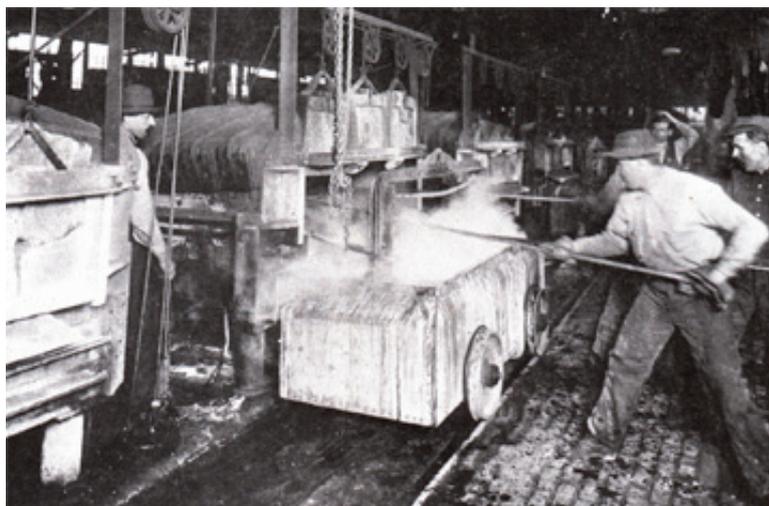
Pour d'autres, comme Schumpeter (4), le fait nouveau, c'est la grande entreprise. L'ère des organisateurs viendrait réaliser le transfert de pouvoir des propriétaires aux managers à l'intérieur de la grande entreprise. L'erreur de cette thèse est justement de considérer l'organisation en elle-même, comme principe et but de la grande entreprise et de faire de la « technostucture » et du « management », la source de son efficacité.

D'autres enfin insistent sur la croissance des dépenses publiques. Après Keynes qui préconise la stimulation des besoins de la demande par ce biais, se développent les théories du bien-être et de l'Etat providence (welfar state). Or, si séduisantes qu'elles soient, elles présentent une vision inversée des phénomènes réels. Alors qu'elles affirment que « le consommateur est en somme le roi », elles ont montré au contraire qu'il n'en est rien dès qu'existeront de grandes entreprises qui dominent le marché et sont en mesure, par la publicité, la présentation des produits et l'organisation commerciale, de conditionner les besoins en fonction de leurs impératifs de croissance et de profit. L'apostrophe de Henri Ford, lors de la sortie de son modèle T (« **Tout client pourra avoir sa voiture de la couleur de son choix, pourvu qu'il la veuille noire** »), demeure le principe fondamental de la grande entreprise, même si celle-ci joue aujourd'hui sur la diversification des produits.

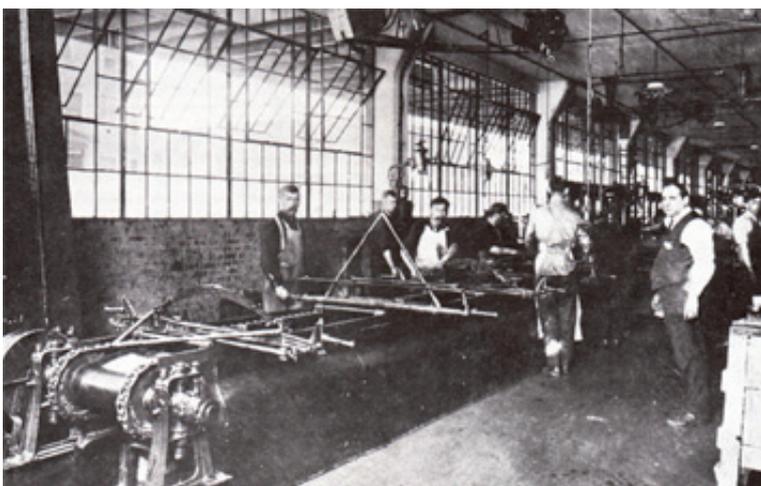
Dans ces conditions, personne ne comprendra vraiment la phase de croissance. La gauche continuera à parler de paupérisation absolue... Pour les communistes, la croissance ne sera au fond que la crise permanente toujours reportée par l'intervention de l'Etat, tandis que Baran et Sweezy la verront comme le gaspillage irrationnel.

De la même manière, les explications avancées pour comprendre la crise restent partielles : crise nationale du « capitalisme monopoliste d'Etat » (C.M.E.), développement des firmes multinationales, épuisement des ressources naturelles ou du progrès technique, ou conséquence d'exigences salariales renforcées, toutes ces théories passent à côté de l'essentiel : la manière dont se fait l'exploitation. La crise ne correspond pas seulement aux problèmes de marché, à la concurrence entre capitalistes ou à l'anarchie de la production. Plus profondément, la crise des profits conduit à la recherche d'une exploitation accrue des travailleurs : réorganisation des conditions de travail, redéploiement industriel et chômage, austérité... Elle se situe sur le terrain même de la lutte des classes. Elle est directement politique.

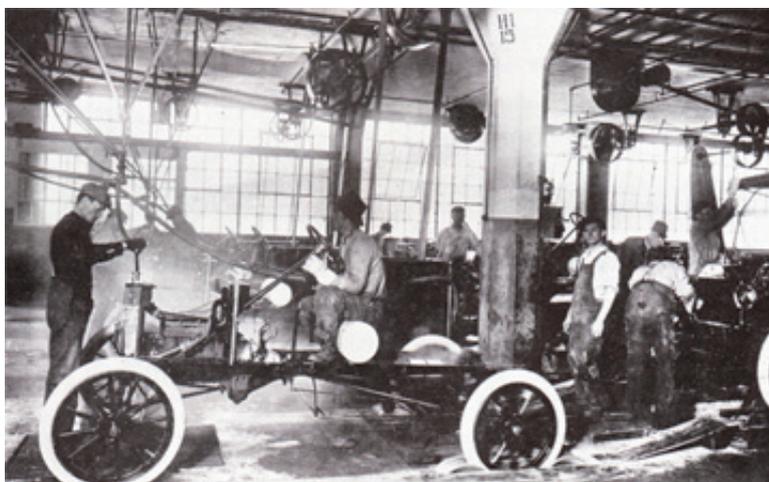
La crise, grippage d'un modèle de croissance, étant ainsi située dans toute son ampleur, les principaux enjeux de la période peuvent être mieux posés ; extension internationale du fordisme ? recomposition du



Usine Ford de Détroit (1917)  
Du refroidissement des pièces d'acier forgé....



... à l'assemblage de l'axe avant....



... enfin aux dernières vérifications....

travail et segmentation de l'emploi ? introduction de l'informatique et déqualification dans les services publics ? unification monétaire européenne ?

Face à ces questions, la gauche est partagée entre deux tentations. La première, qu'en France les communistes et le CERES tentent de transformer en stratégie, est d'organiser un repli sur les acquis. La seconde est au centre des débats des socialistes français mais également sous-jacente à la stratégie du « compromis historique » des communistes italiens et espagnols. Elle vise à repenser la stratégie à partir de la situation créée par la crise, à accepter des sacrifices, à tenir compte des contraintes de compétitivité et de concurrence internationales, même imposées par le capitalisme, pour définir les objectifs. Elle nécessite de modérer les revendications des travailleurs...

Comment alors répondre de façon novatrice à la crise, si ce n'est en articulant les éléments de réponses de l'une et l'autre stratégies. Résister et aller de l'avant. Défendre les acquis pour bloquer les tentatives de régression sociale et de déstructuration économique, d'une part, et permettre les transformations nécessaires à une issue socialiste à la crise et imposer celles-ci comme perspective des luttes revendicatives, d'autre part. La crise ne révèle pas le caractère excessif des revendications. Elle marque les limites d'une avancée possible en l'absence de transformations profondes de la société et de son insertion internationale.

Le développement des luttes, les revendications et les transformations structurelles que les travailleurs imposeront, les nouveaux liens internationaux qu'ils tisseront pèseront lourd dans l'issue. Le socialisme est un avenir possible. Il n'est pas une nécessité pour sortir de la crise. Il demeure une utopie réaliste.

**André GRANOU, Yves BAROU,  
Bernard BILLAUDOT ■**

(1) Michel Mousel et la Commission économique du P.S.U., « L'Utopie réaliste », éd. Bourgois, 1978.

(2) Traité marxiste d'économie politique : le capitalisme monopoliste d'Etat, ouvrage collectif de la section économique du comité central du P.C.F., Ed. Sociales, 1971, tome 1, p. 109.

(3) Henri Ford, « Ma vie et mon œuvre », éd. Payot, 1927, p. 93.

(4) Schumpeter, « Capitalisme, socialisme et démocratie », éd. Payot, Paris (1942), 1974.